

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Votes contrastés

Les votations du dimanche 3 mars nous ont donné plusieurs occasions de nous réjouir. Qu'il s'agisse de l'introduction d'un salaire minimum dans le canton du Jura, du rejet par les citoyen-ne-s schaffhousois-es d'une baisse d'impôts proposée par la droite, du refus d'organiser les Jeux Olympiques d'hiver dans les Grisons ou, malgré tout, du bon résultat de la fusion des caisses de pension dans le canton de Genève, nous avons eu des motifs de satisfaction.

Venons-en maintenant à l'objet qui a rédimé la Suisse aux yeux du monde entier. Coupable qu'elle avait naguère été d'interdire les minarets, elle devient aujourd'hui un modèle de démocratie à imiter d'urgence en acceptant de limiter les rémunérations des patron-ne-s. Ce soutien inconstant à la démocratie ne nous étonne guère, mais ne laisse pas augurer de sentiments très solides à son égard.

La défaite massive, incontestable, *kolossale*, d'économiesuisse et de toute la droite suisse sur l'initiative Minder est, évidemment, un point important. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille l'interpréter comme une victoire pour la gauche.

Cette initiative ne règle aucun problème d'un point de vue de gauche. La soi-disant «démocratie actionnariale» qu'elle cherche à renforcer est bien évidemment aussi «démocratique» que les «démocraties populaires» de jadis l'étaient. On est bien loin de la démocratie économique: envisager une démocratie à l'intérieur d'une entreprise, c'est faire participer directement les *salarié-e-s* à sa politique, non les *actionnaires*.

Réd.



Habemus Papam!

«Il n'est pas de sauveurs suprêmes, ni Dieu, ni César, ni tribun», que ces paroles de *L'Internationale* ont été oubliées lors des hommages au guide de la soi-disant «révolution bolivarienne», César de carnaval et tribun assommant son peuple de discours sans fin. C'est à croire que certain-e-s n'ont rien appris depuis 150 ans et recherchent toujours le paradis sur terre, le vrai bon régime, celui qui représente la véritable société socialiste. Et qu'importent alors les dommages collatéraux, les syndicalistes assassinés, les opposant-e-s réduit-e-s au silence, le culte de la personnalité et tout ce qui les accompagne, tant que l'illusion persiste... On a donné un pape aux catholiques, il ne manquerait plus qu'on veuille nous donner, à nous, un leader!

■ Congrès du PS

Le Parti socialiste contre la démocratie.

Pages 3

■ Alimentation

Il y aurait de la viande de cheval dans le chocolat suisse.

Pages 4 - 5

■ Italie

De quel populisme Beppe Grillo est-il le nom?

Page 8

ON NOUS ÉCRIT

Pour la validation *a priori* des initiatives populaires

Suite à la chronique intitulée «Une muselière au peuple» et publiée dans le n° 119 de *Pages de gauche*, Raphaël Mahaim a souhaité répondre aux critiques faites à la décision de confier l'invalidation des initiatives populaires au Conseil d'État vaudois.

Plaider pour le *statu quo* en matière de validation des initiatives populaires sur le plan cantonal n'est certainement pas le meilleur moyen de défendre la démocratie directe. La réforme proposée dans le canton de Vaud et soumise au vote de la population vaudoise le 9 juin prochain constitue une amélioration significative d'un dispositif qui dysfonctionne aujourd'hui.

Deux enjeux font débat: le moment du contrôle de validité et l'organe qui en a la charge. S'agissant de l'aspect temporel, le contrôle *a posteriori* connu aujourd'hui a pour grave conséquence de permettre l'invalidation d'initiatives populaires ayant abouti. Le Tribunal fédé-

ral a tout récemment annulé l'initiative du parti socialiste vaudois "pour un rabais d'impôt". Les milliers de signatures récoltées à l'appui de l'initiative ont été jetées à la poubelle par un tour de plume de la Haute Cour du pays!

RÉFORME VAUDOISE

Il faut donc aller dans le sens de la réforme proposée en terre vaudoise et introduire un contrôle préalable des initiatives populaires, lequel remplace le contrôle *a posteriori*. Certes, il peut avoir pour conséquence de retarder quelque peu le début de la récolte de signatures; mais le laps de temps écoulé entre le lancement d'une initiative et la votation est strictement identique; et surtout, il n'existe plus le risque d'une invalidation après l'aboutissement. Les militant-e-s qui récoltent des signatures et les citoyen-ne-s qui paraphent une initiative en sortent gagnants.

S'agissant de la compétence pour (in)valider l'initiative, il est vrai que le gouvernement est en soi moins légitime et moins représentatif que le parlement. Mais il faut voir que les débats parlementaires à ce sujet offrent un spectacle affligeant. Cette procédure incite la majo-

rité parlementaire à flinguer un texte sur le plan juridique pour escamoter le combat populaire. Chaque député-e défend sa propre visibilité médiatique et ses propres intérêts, sans faire grand cas du principe démocratique.

AU CONSEIL D'ÉTAT D'INVALIDER

La majorité de droite a tenté, rien que ces dernières années, de faire invalider pas moins de quatre initiatives. La justice lui a donné tort dans trois cas sur quatre. Il n'est pas déraisonnable d'espérer que le Conseil d'État, quelle que soit sa majorité, sera (un peu) plus soucieux des institutions démocratiques; il faut des arguments très robustes pour que le Conseil d'État ose déclarer une initiative invalide face à la population qu'il représente, à l'inverse d'un-e député-e qui ne cherche qu'à séduire sa propre base électorale. On relèvera par exemple que le Conseil d'État, pourtant à l'époque à majorité de droite, avait recommandé au Parlement la validation de l'initiative vaudoise pour un salaire minimum. Le Grand Conseil ne l'avait pas suivi!

Raphaël Mahaim
député au Grand Conseil
Vaudois (Les Verts)

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Adrien Faure (AF), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Stéphanie Pache (SP), Emilie Pasquier (EP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Hohenweg, André Mach, Philipp Müller, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:
Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulllioud (Cévu)

Relecture:
Dominique Hartmann et Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs...
Joyeuses Pâques aux Chypriotes !

CONGRÈS DU PS

La peur de la démocratie

La démocratie est une bête vraiment bizarre. Personne ne songerait à laisser décider une assemblée, au scrutin majoritaire, si un hôpital doit engager le candidat A plutôt que la candidate B à un poste de chirurgien-ne. Il va de soi qu'il faut choisir le candidat qui a les meilleures qualités pour faire le travail.

Mais pour choisir nos gouvernant-e-s, dont les décisions concernant nos vies sont tout aussi graves et importantes que celles des médecins, on préfère laisser voter les citoyen-ne-s, c'est-à-dire le *demos*, le peuple. En démocratie directe, telle que pratiquée en Suisse, on laisse la majorité du peuple (et parfois, hélas, des cantons) décider, souvent sur des sujets très complexes. Le «citoyen commun» n'est donc que rarement en mesure de prendre des décisions en toute connaissance de cause. En outre, le peuple, on le sait bien, se laisse facilement manipuler.

MÉFIANCE ENVERS LES CITOYEN-NE-S

Cette méfiance de base envers les capacités des citoyen-ne-s de prendre des décisions politiques se reflète dans le fait que (1) la plupart des pays dits démocratiques n'ont pas opté pour la démocratie directe, (2) la plupart de ces pays sont des démocraties parlementaires, où l'on permet bel et bien aux citoyen-ne-s d'exprimer leurs choix politiques généraux (voter pour un parti de droite ou de gauche, conservateur ou libéral, etc.), mais où les «décisions complexes» – faire les lois, nommer le gouvernement, élire les juges, etc. – sont déléguées aux partis et aux députés.

La Suisse, on le sait bien, a suivi un autre chemin: premièrement en optant pour la démocratie directe, et deuxièmement parce que les citoyen-ne-s suisses peuvent élire les membres des exécutifs communaux et cantonaux

directement, sans passer par les parlements.

LA DÉMOCRATIE À GAUCHE

La gauche, et le Parti socialiste en particulier, a joué un rôle central dans ce développement. C'est la gauche qui s'est battue pour la diffusion de la démocratie directe, à partir des mouvements de Zurich dans les années 1860/70, et c'est la gauche qui, encore aujourd'hui, utilise l'arme du référendum et de l'initiative populaire pour faire avancer le progrès social, l'égalité, la solidarité. C'est la gauche qui s'est battue (voir les votations de 1900 et 1942) afin que l'exécutif fédéral, lui aussi, soit élu directement par le peuple. Et ce n'est pas un hasard: la gauche a pu entrer dans les exécutifs cantonaux et communaux grâce à l'élection directe. S'il avait fallu passer à ce moment par les législatifs, où la droite était traditionnellement majoritaire, cela n'aurait pas été possible.

Certes, ces mêmes voies démocratiques permettent aussi à nos pires adversaires, notamment à la droite nationale-conservatrice, de gagner de temps en temps une votation populaire ou d'accéder à l'exécutif. Le vote sur les minarets n'aurait pas été possible sans la démocratie directe. L'UDC ne serait pas entrée au gouvernement valaisan sans l'élection directe. Et pourtant, personne, au PS, ne songerait à abolir ces instruments démocratiques.

LE PARTI SOCIALISTE DÉÇEVANT

C'est donc une source de déception de devoir constater, lors du dernier congrès du PS à Lugano, ainsi que lors des deux dernières assemblées de délégué-e-s du PS suisse (à Thoune et à Soleure), que les dirigeant-e-s du PS (presque à l'unanimité), mais également une partie de la base, ont peur de la démocratie.

À Lugano et à Thoune,

nous avons discuté de la proposition que les candidat-e-s du PS au Conseil fédéral soient nommés par la base (à travers des «primaires», ou tout simplement au congrès) et non plus (et exclusivement) par le groupe parlementaire. À Lugano, une petite majorité y aurait été favorable, mais une organisation déplorable du décompte des voix de la part de la présidence (il manquait des scrutatrices-eurs!) a empêché d'arriver à un résultat final. À Thoune, la majorité des délégué-e-s (107 contre 87 et 1 abstention) a repoussé la discussion à une prochaine assemblée des délégué-e-s. La proposition a finalement été retirée, mais elle sera proposée de nouveau au prochain congrès.

À Soleure, seulement deux (!) délégués ont pris la parole lors de la discussion sur l'initiative populaire pour l'élection directe du Conseil fédéral. Bien qu'il y ait suffisamment de raisons pour ne pas être favorable au modèle spécifique proposé par l'UDC (notamment le manque de transparence dans le financement des campagnes et un quota mal conçu pour la «Suisse latine»), les arguments officiels du Comité directeur étaient décevants quant à leur méfiance envers la démocratie et notamment envers la capacité des citoyen-ne-s de choisir leurs propres représentant-e-s. Apparemment, on préfère laisser le monopole de la défense de la démocratie à l'UDC, en oubliant ainsi une partie importante de l'histoire de la gauche dans ce pays.

*Nenad Stojanovic
Député au Grand Conseil et
vice-président du PS Tessin*

ALIMENTATION

Du cheval dans les lasagnes, un simple symptôme

Le scandale de la viande de cheval découverte dans les lasagnes fait les gros titres des médias. Pourtant il était prévisible. Il est le résultat d'un système agroalimentaire néfaste qui se base sur la concurrence, la recherche du prix le plus bas et la globalisation extrême des marchés. Dans une telle configuration, une réelle transparence dans la filière est illusoire. En outre, depuis une quinzaine d'années en Suisse, comme ailleurs en Europe, le maître mot est l'ouverture des marchés, la libéralisation et le désengagement de l'État dans les questions agricoles et alimentaires.

Chaque échelon de la filière est délocalisé dans les lieux où il est possible de produire au meilleur prix. Dans le cas présent, quelques acteurs se sont décarcassés pour réduire leurs coûts en substituant la viande de bœuf par du cheval moins cher, engraisé dans des conditions plus que discutables. Le nombre d'intermédiaires, situés dans différentes régions d'Europe a permis de rendre la

filière opaque et de «diluer» les responsabilités.

Cette crise, qui succède à d'autres et en précède à n'en point douter de futures, tombe à point nommé: au moment où certain·e·s étaient prêt·e·s à abandonner la mention du pays d'origine sur l'étiquetage de nos denrées alimentaires et où le «Swissness» est au menu des parlementaires.

POUR UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE

L'alimentation est un bien essentiel à la vie. Chaque citoyen·ne doit pouvoir se fier à ce qu'il va manger. Il ou elle doit pouvoir être informé·e, connaître le chemin parcouru par son légume, ses céréales ou son morceau de viande. Pour ce faire, nous estimons que la responsabilité de cette recherche d'information ne doit pas incomber seulement à l'acheteuse·eur final·e, pressé·e de faire ses achats chez un grand distributeur à quinze minutes de la fermeture. L'État se doit de prendre ses responsabilités pour informer et «protéger» la population d'abus de toute sorte. C'est à lui de maintenir

un cadre législatif suffisamment fort pour garantir cette sécurité. Il doit favoriser une relocalisation des filières de production et de transformation sans pour autant renoncer aux échanges internationaux qui resteront nécessaires mais ne doivent être ni prioritaires, ni inéquitables et doivent garantir une véritable traçabilité. En développant des politiques agricoles et alimentaires basées sur la souveraineté alimentaire, il peut atteindre ce but à moyen terme. Redonner la priorité à une agriculture de proximité, favoriser l'échange direct entre productrices·eurs et consommatrices·eurs, donner un cadre strict aux intermédiaires permettant aux acteurs au sein des filières de négocier dans un marché plus équitable.

L'alimentation n'est pas un bien à brader. Pour cela nous devons nous battre pour imposer d'autres critères d'évaluations et d'autres normes dans la filière alimentaire qui bénéficieront tant aux productrices·eurs qu'aux consommatrices·eurs.

*Valentina Hemmeler Maïga,
Syndicat Uniterre*

FÉMINISME

Détruire les inégalités, construire des revendications

Ce 8 mars 2013, journée internationale des droits des femmes, a eu lieu à Lausanne une action s'inspirant d'une performance de rue des féministes indignades de Barcelone. Un mur de cartons dénonçant les attaques contre les droits des femmes et l'égalité a été détruit en signe de protestation, pour être ensuite reconstruit avec les différentes revendications de ce 8 mars.

Il s'agissait du maintien du financement de l'IVG par la LAMal et la défense d'un système de santé solidaire, de la défense de l'initiative pour un salaire

minimum qui permettrait de faire un grand pas vers l'égalité salariale, les femmes étant principalement touchées par les bas salaires, de la défense de l'augmentation des rentes grâce à l'initiative AVS+ venant d'être lancée par l'USS, et du maintien de l'âge de la retraite des femmes à 64 ans.

Les femmes continuent d'assurer des doubles, voire des triples journées qui rendent inacceptable un relèvement de l'âge de la retraite. Nous avons aussi rappelé notre opposition à toute tentative de libéralisation des horaires d'ouverture des

magasins. Le secteur de la vente, fortement féminisé, a déjà des conditions de travail extrêmement problématiques (salaire bas, travail sur appel, etc.). Il serait plutôt temps de mettre en place des CCT dignes de ce nom dans les différents cantons que de déréglementer les horaires.

Comme chaque année, le 8 mars a été l'occasion de rappeler que la lutte pour les droits des femmes n'est pas terminée, et qu'elle fait face à des obstacles toujours aussi importants qui requièrent notre mobilisation.

*Vanessa Monney
Feminista!*

ALIMENTATION

Pour éviter l'indigestion

Pour digérer au mieux les divers chocolats de Pâques, la Déclaration de Berne (DB), publie un guide d'achat «responsable». Ainsi la DB a procédé à l'évaluation de 19 entreprises (parmi elles, Frey, Nestlé, Kraft Foods, Lindt & Sprüngli, Camille Bloch, Barry Callebaut, Felchin) opérant en Suisse dans le secteur du chocolat et du cacao. L'objectif de la DB étant de faire un état des lieux de l'attention portée par ces entreprises aux conditions de travail et au respect des droits humains dans la production du cacao. Cette évaluation a été faite sur la base d'un questionnaire relatif aux activités des entreprises en 2011 et se concentrait autour de quatre critères principaux: la traçabilité du cacao dans la chaîne d'approvisionnement, les stratégies mises en place par les entreprises pour améliorer la situation, les vérifications et normes auxquelles les entreprises se soumettaient et enfin, la transparence et la communication relative aux activités et actions des 19 entreprises.

RÉSULTATS

Le guide comprend 4 catégories dans lesquelles sont classées les entreprises évaluées: les pionnières, les prudentes, les indifférentes, et les opaques. Le gros des troupes, soit 14 entreprises figurent parmi les deux dernières catégories. Les grosses multinationales (Nestlé, Lindt & Sprüngli, Frey (Mi-

gros), Barry Callebaut) figurent dans la catégorie «les indifférentes».

LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'étude très complète de la DB s'appuie sur l'analyse de la chaîne de valeur et d'approvisionnement d'une matière première, en l'occurrence le cacao. Cet exercice se révèle ardu et complexe puisque, pour commencer au début de la chaîne, la culture du cacao se fait dans un grand nombre de pays et la plupart du temps par de petites productrices-eurs. Ainsi en Côte d'Ivoire, les plantations s'étendent sur 5 hectares en moyenne. De ce fait, le nombre des productrices-eurs est très élevé.

D'autre part, historiquement, cette chaîne se modifie. Jusqu'à la fin du régime du premier président ivoirien Houphouët-Boigny en 1993, par exemple, la filière du cacao était très étroitement surveillée. Les producteurs n'avaient guère le droit de former des coopératives et surtout pas de vendre eux-mêmes leur récolte. L'achat des fèves était du ressort exclusif des négociant-e-s libanais-e-s. Tel n'est plus le cas désormais, et sous pression de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des multinationales, il y a eu une libéralisation accrue. Par libéralisation, il faut surtout entendre un droit plus étendu accordé aux multinationales d'aller acheter les fèves «bord-champ», c'est-à-dire directement aux producteurs. Au lieu de dépendre de l'État, les producteurs dépendent donc

désormais plus que jamais du marché, soit de la bourse du cacao située à Londres.

Une autre difficulté est que le marché est contrôlé par un oligopole d'entreprises. Elles sont très peu au niveau mondial à se partager les achats de fèves. Ce problème se double du fait que ceux qui achètent ne produisent pas forcément du chocolat. Ainsi si Cargill ou ADM transforme les fèves (mais les vendent aussi), d'autres ne sont que des spéculatrices-eurs, comme la holding Armajaro, fondée par le trader Anthony Ward, légende de la City pour ses coups en bourse.

Enfin, quand on parle d'environnement et des mesures prises pour moins le dégrader, il n'est jamais inutile de rappeler que la culture du cacao et son extension (tant en Afrique de l'Ouest qu'en Asie du Sud) s'est faite sur la destruction totale de la forêt primaire. La dernière étape de la destruction étant le remplacement des cacaoyers par les palmiers à huile.

QUELLE VÉRITÉ?

Si on se fie au guide, les marques de chocolat que l'on connaît sont produites par des entreprises qui ne connaissent pas la provenance de leur matière première et mal les conditions de production, tandis que celles qui seraient plus soucieuses ne produisent pas sous une marque propre.

Mathieu Gasparini

Plus d'information:
www.ladb.ch/chocolat

LE POING



Le poing de ce mois est envoyé à **Jean-Michel Favez**, président du Parti socialiste vaudois, qui a perdu une bonne occasion de se taire en affirmant que les retraites de la fonction publique vaudoise étaient des «Rolls» qui allaient au pire se transformer en Mercedes. Peut-on suggérer à cet ignare de s'intéresser de plus près au plan commis par les représentant-e-s de son parti au Conseil d'État avant de nous gratifier de ses âneries, et lui rappeler que les attaques contre les retraites publiques anticipent toujours des dégradations de celles du secteur privé, fussent-elles des Fiat ou des Dacia?

LA ROSE



Notre rose de ce mois va au **groupe d'élèves du collège Voltaire** de Genève qui se sont organisé-e-s pour dénoncer le zèle répressif de leur direction, qui avait fait appel à la police afin d'expulser un étudiant sans-papier du Centre de documentation de leur établissement dans lequel ce dernier venait régulièrement réviser ses cours de français. Un exemple à suivre, qui nous rappelle qu'il est possible pour chacune de s'opposer directement et au quotidien à la banalisation des discriminations à l'encontre de celles et ceux que l'on prive du «droit d'avoir des droits».

GENÈVE

Non à leur printemps d'arbres secs

Le printemps est là, les bourgeois sont sur le point d'éclorre mais: anomalie de saison, le Grand Conseil n'a toujours pas réussi à voter son budget et le Conseil d'État sèche sur pied. Alors que la Ville de Genève s'est dotée depuis décembre d'un budget, que les comptes 2012 laissent apparaître un léger bénéfice, le Canton, à forte majorité de droite ne fait plus pousser quoi que ce soit. Le conflit entre le PLR et ses propres conseiller-e-s d'États est sans issue. On n'entend plus Pierre Maudet. Où est passée la verve du communicant? Longchamp, RoCHAT: quelle discrétion! Les député-e-s PLR, MCG et UDC se sont donc fait péter les bretelles et remonter les manches pour sortir la tronçonneuse. Car ils veulent que rien ne dépasse. Sous-entendu: il faut tout mettre à terre. Résultat: une saignée à blanc

de 2% du budget voté par tous ces groupes en commission des finances. Objectif: retirer pour 100 millions de services et de soins à la population. Un printemps d'arbres secs.

La machine à tronçonner est enclenchée, mais elle ignore tout de ce qu'elle coupe, des effets de rupture successifs qu'elle entraîne. Son geste n'occasionnera pas des économies mais bien des coûts exponentiels et des charges supplémentaires. Prenons l'exemple de la santé. Un plan de restructuration est en cours (25 millions), auquel il va falloir y ajouter 20 millions de coupes supplémentaires mais aussi des pertes provoquées par effet de levier des assurances privées. En effet, pour demeurer dans un rapport de 55-45% de répartition, elles baisseront elles aussi leurs remboursements de frais (16 millions), etc. Ces coupes,

de nature rageuse et indistincte, sont contreproductives.

Enfin, que vont faire maintenant les autres communes? Combler ce que le Canton ne souhaite plus faire? Et la Ville: se substituer toujours plus aux faiblesses du Canton? Qui honorera les contrats? Il faudra fermer des services, renvoyer des gens. Pourquoi? Parce que l'on n'a pas d'argent? Non. Parce que certains veulent s'en priver au nom d'une politique menée sans ambition ni vue d'ensemble, dans une logique d'austérité et de rigueur qui entrave toute croissance sociale.

Nous refuserons leur printemps d'arbres secs lors du troisième débat budgétaire d'avril. Nous leur promettons en échange un automne bouillant.

*Sylvain Thévoz
conseiller municipal socialiste, Ville de Genève*

SYNDICALISME

Importante victoire dans le Jura

Le 3 mars dernier, les Juras-siennes et les Jurassiens ont accepté l'initiative «Un Jura aux salaires décents» à près de 55%. Ce texte, lancé en 2008 par la Jeunesse socialiste et progressiste jurassienne (JSPJ) et soutenu par les syndicats, demande l'instauration de salaires minimaux dans l'ensemble des branches économiques à l'exception de celles dans lesquelles une convention collective de travail (CCT) avec salaire minimum est en vigueur.

En 2012, la population neuchâteloise avait déjà accepté d'inscrire le principe du salaire minimum dans la constitution cantonale (la base constitutionnelle existe déjà dans le Jura). Ainsi donc, il est fort réjouissant de constater que les deux derniers cantons qui se sont prononcés sur le salaire minimum l'ont accepté.

Bien entendu l'approbation de l'initiative « Un Jura aux salaires décents » devrait per-

mettre de lutter contre le phénomène des travailleuses-eurs pauvres, mais elle donne également un signal clair aux associations patronales et aux partis bourgeois: sans mesures supplémentaires fortes d'accompagnement de la libre circulation des personnes, c'est cette dernière qui est en péril.

En effet, si par le passé les cantons du Jura et de Neuchâtel ont toujours soutenu lors des votations fédérales la libre-circulation des personnes, il y a aujourd'hui fort à parier que tel ne sera plus le cas si des mesures fortes ne sont pas prises rapidement au niveau fédéral pour lutter contre la pression sur les salaires.

La campagne qui a précédé la votation du 3 mars dernier dans le Jura a en effet permis de mettre en exergue des salaires scandaleusement bas. Ainsi donc un salaire de moins de 2000 frs par mois a été découvert en Ajoie dans le secteur

de la vente. Outre ce cas extrême, des salaires en dessous de 3'500 frs sont encore légion dans le Jura.

Ces salaires, pour autant qu'on puisse les qualifier comme tels, peuvent en partie s'expliquer (mais pas se justifier) par une structure salariale qui a toujours été plus basse que dans le reste de la Suisse. Pourtant, cette situation structurelle s'est encore péjorée avec la libre-circulation des personnes.

Ainsi donc, la droite a le choix, ce sera par exemple un salaire minimum au niveau national (initiative de l'USS) ou ce sera un non à la libre circulation des personnes. Chacun-e est donc aujourd'hui face à ses responsabilités. Comme disait l'autre: choisi ton camp, camarade!

*Loïc Dobler
Député PSJ et président du comité d'initiative «Un Jura aux salaires décents»*

SLOVÉNIE

Contre le «capitalisme casino»

Il serait faux de penser qu'avec l'arrivée d'Alenka Bratušek au poste de premier ministre, la situation en Slo- vénie deviendrait moins com- plexe. Les protestations qui ont eu lieu à Maribor, à la fin 2012, ont des racines bien plus pro- fondes que le simple méconten- tement contre le gouvernement d'alors.

Ce que l'on voit actuelle- ment en Slovénie, outre des troubles sociaux, c'est une délé- gitimation totale des élites poli- tiques et économiques. Pendant plus de vingt ans, la croissance économique et la perspective de l'adhésion à l'Europe ont per- mis d'oublier l'accroissement des inégalités sociales.

LES RACINES DE LA PROTESTATION

Derrière cela croissait un mécontentement populaire envers la classe politique, plus encline à rechercher son intérêt personnel plutôt que de lutter pour l'intérêt général. L'irrup- tion de la crise a toutefois per- mis de révéler que la Slovénie n'était pas une exception dans ce que l'on pourrait appeler le «capitalisme casino». Les pro- testations semblent avoir surgi de nulle part. Les signes étaient cependant partout, mais presque personne ne les avait encore remarqués.

Si on compare rapidement la Slovénie d'aujourd'hui avec celle d'il y a vingt ans, on re- marque que la Slovénie actuelle est socialement éclatée, et que les dérives politiques, écono- miques et sociales sont nom- breuses. Mais si cela peut être le développement «normal» d'une société post-communiste, le problème est que rien n'a été imaginé pour gérer ces excès. Le système judiciaire ne s'oc- cupe que rarement des crimes économiques, le code du travail n'est pas adapté, alors que le système politique manque de motivation et d'audace pour re- garder plus loin que la perspec- tive néolibérale et conservatrice de l'austérité. Il y donc claire- ment un manque d'alternatives

portées par la classe politique.

Dans ce contexte, ce n'est pas une surprise que le peuple soit descendu dans la rue en novembre 2012, en criant «Go- tovi ste!» («vous êtes finis!»). Les Slovènes étaient d'une part en colère contre les politiques d'austérité mises en œuvre par le gouvernement de droite dirigé par Janez Janša (qui les utilisaient comme un prétexte supplémentaire pour démanteler encore plus l'État social), et d'autre part ils et elles étaient en colère contre la gauche pour avoir permis cela et, jusqu'à un certain point, pris part à ces manœuvres.

UN MANQUE D'ALTERNATIVES

Les syndicats n'ont pas échappé à cette colère popu- laire, ayant toujours refusé de regarder au-delà des besoins de leur bastion traditionnel (l'industrie) ils ont ignoré les demandes d'organisation des toujours plus nombreux travailleuses-eurs précaires. Les syndicats étaient égale- ment «finis» aux yeux des manifestant-e-s. En outre, quand la commission anti-cor- ruption a publié un rapport dans lequel était cité Janez Janša et Zoran Jankovic (les principaux leaders de droite et

de gauche), la classe politique a perdu le peu de crédit qu'il lui restait.

DÉFIS POUR BRATUŠEK

Tout récemment, le gouver- nement de droite de Janez Janša a été remplacé par son alter ego de gauche Alenka Bratušek, le successeur de Zoran Jankovic. Avec le départ de Janša, les pro- testataires ont atteint un de leurs objectifs principaux. Mais le nouveau gouvernement, malgré l'énorme tâche consis- tant à maintenir les finances du pays à flot, a une simple fon- ction: faire passer des réformes qui rencontreront et répon- dront aux protestations, tout en trouvant le moyen d'enfin ouvrir le système politique à des nouvelles-actrices-eurs. Pour le dire de manière abrupte, le nouveau gouvernement doit proposer de nouvelles alterna- tives et mettre à disposition des moyens. Bratušek a pro- mis de le faire et demandera un vote de confiance d'ici une année. La situation en Slovénie reste donc fragile.

Aljaž Pengov Bitenc
Rédacteur en chef de Radio
KAOS (www.radiokaos.info)

Trad MG



ITALIE

Quel populisme?

Dans la situation critique où se trouvent les pays du sud de l'Europe, il n'est pas étonnant que les différents scrutins qui s'y tiennent produisent des résultats inédits. L'Italie n'échappe pas à la règle, puisque, lors des dernières élections, le «Mouvement 5 étoiles» a obtenu un score extraordinairement élevé, alors qu'il participait pour la première fois à des élections nationales. Au-delà des problèmes que ces résultats posent pour la formation d'un gouvernement et sur lesquels la presse de toute l'Europe s'appesantit, le phénomène que représente ce mouvement – qui refuse obstinément de se qualifier comme un parti – et son porte-voix devenu mondialement célèbre du jour au lendemain, Beppe Grillo, demeure partiellement mystérieux.

GAUCHE OU DROITE?

Premier problème, est-il de droite ou de gauche? Le programme, qui tient sur une dizaine de pages, ne permet pas de répondre avec certitude à cette question. Aux côtés de mesures traditionnelles de la gauche, comme la santé gratuite, l'investissement dans les transports publics ou le soutien aux personnes sans emploi, on trouve aussi de nombreuses propositions éco-

logistes héritées des premières années du mouvement, mais également de curieuses réformes comme le remplacement des fonctionnaires par des sites Internet permettant de financer une diminution de la dette, le rapprochement entre universités et entreprises ou la disparition du monopole des chemins de fer d'État. Si les origines du mouvement se trouvent à gauche, les élections de 2013 ont été menées sous le signe d'un «ni droite ni gauche» qui, évidemment, n'augure rien de bon. Ce message a d'ailleurs trouvé sa traduction électorale, puisque les électrices-eurs du «Mouvement 5 étoiles» se sont recrutés à la fois dans l'électorat de droite et de gauche, ainsi que chez les abstentionnistes (relativement peu nombreux en Italie), mais avec de très fortes variations selon les régions.

Second problème: comment interpréter les orientations démocratiques de son programme, qui concernent en particulier le parlement (réduction du salaire des parlementaires, interdiction du cumul des mandats, transparence, etc.)? Car au-delà du programme, on ne peut oublier l'apparente centralisation des décisions prises par Grillo et celui qui se présente comme son éminence grise, Gianroberto Casaleggio (un entrepreneur qui a commencé sa carrière chez Olivetti). En d'autres termes, la démocratie semble un peu s'arrêter aux frontières du «Mouvement». L'intérêt de ces prochaines semaines sera d'observer la marge de manœuvre qu'acquerront les parlementaires fraîchement élus (ce sont tout-e-s des néophytes).

LE BRUIT DU PEUPLE

En s'éloignant maintenant des considérations strictement liées au «Mouvement» lui-même, il faut bien admettre que le résultat de ses candidat-e-s dans toutes les régions d'Italie a provoqué une réaction immédiate de la presse européenne qui peut aisément être résu-

mée en un mot censé condenser l'opprobre et la condamnation: populisme. Grillo en constituerait l'archétype, flattant le vulgaire par ses diatribes contre les puissant-e-s, caressant la plèbe dans le sens du poil et l'excitant contre des adversaires imaginaires. Dans les commentaires, on retrouve d'ailleurs très fréquemment l'une des vieilles figures de la rhétorique antidémocratique qui consiste à dénier au peuple la capacité de parler, et donc de raisonner. Son seul acte politique se résume à un cri, une grande clameur de colère. Hors du langage articulé des professionnel-le-s de la politique, il n'y a que le bruit insensé de la rue. Reste à savoir si Grillo se pense comme un nouveau tribun de la plèbe, ou comme un simple porte-voix pour celles et ceux qui contestent le système politique tout entier, et, surtout, ce qu'il deviendra effectivement ces prochains mois.

Une dernière difficulté surgit si l'on veut tenter de comprendre ce que le «Mouvement 5 étoiles» représente aujourd'hui. Quelle action politique peut donc mener un groupe parlementaire dont le discours consiste précisément à critiquer la professionnalisation de la politique, l'autonomisation des représentant-e-s par rapport à leur électorat, le système des partis et la corruption qui l'accompagne? Le «Mouvement 5 étoiles» va-t-il se transformer en un parti comme un autre, se normalisant, écrasé par la pesanteur des institutions qu'il a décidé d'investir, ou pourra-t-il transformer celles-ci de l'intérieur? À ce stade du processus et même si le premier terme de l'alternative nous semble plus probable, n'insultons pas l'avenir et restons attentifs aux événements qui vont à n'en pas douter agiter la politique italienne ces prochains mois.

Antoine Chollet

À consulter:

www.movimentocinquestelle.it



THÉÂTRE

L'irrésistible retour de Brecht

Au vu de la programmation de cette saison théâtrale, force est de constater le retour marquant du dramaturge allemand Bertolt Brecht (1898-1956). Ce ne sont pas moins de trois pièces qui ont été jouées: *La résistible ascension d'Arturo Ui* (Théâtre de Vidy à Lausanne, octobre 2012), *Sainte-Jeanne des Abattoirs* (Grütli à Genève, janvier 2013) et *Têtes rondes, têtes pointues* (théâtre de la Voirie à Pully, février 2013). Et cela sans compter des pièces d'inspiration brechtienne comme *Que faire?* qui vient d'être jouée à Renens (Kléber-Méleau). Ce regain d'intérêt s'explique peut-être par la ressemblance entre la situation actuelle et celle des années 1930 (crise financière, chômage, montée des extrêmes politiques).

Mais ce n'est sans doute pas la seule raison. À vrai dire, de par son influence théorique sur le théâtre du XXe siècle, Brecht n'a jamais quitté la scène. Par

contre, ce que l'on redécouvre aujourd'hui, c'est son infatigable dénonciation des injustices sociales issues du modèle économique capitaliste, accompagnée de son indéniable talent pour signifier l'engagement politique du théâtre (confronter les spectatrices-eurs à la réalité de ces problèmes).

Ainsi dans *Arturo Ui*, il décrit la montée en puissance d'un homme médiocre (Hitler), que tout le monde redoute mais que personne n'arrête, tout en montrant avec précision le fonctionnement des processus économiques et politiques qui la permettent et, en même temps esquissant la possibilité de l'action à chaque étape de cette ascension pour changer le cours de l'histoire. On soulignera l'audacieux parti pris du metteur en scène: faire le parallèle entre le truand et les banquiers de Goldmann Sachs.

Dans *Ste Jeanne*, Brecht dépeint toutes les nuances des

obstacles que ceux qui luttent doivent surmonter lorsqu'ils sont pauvres et affamés, tout en soulignant que le moindre geste compte dans le succès d'une grève ouvrière.

Enfin, le *leitmotiv* de *Têtes pointues, têtes rondes* consiste en l'époustouflante capacité des dominant-e-s à diviser les dominé-e-s sur des différences superflues (la forme de la tête) et par là détourner habilement l'attention des vrais problèmes (l'inégale répartition des richesses).

C'est à partir de tels éléments, exposés avec un grand soin de la langue, de l'action et de l'ironie, que les spectatrices-eurs approfondissent sa compréhension du problème et se positionne. À la sortie de la salle, c'est à nous de jouer. Il connaît les enjeux du problème et il est conscient du rôle qu'il lui incombe d'assumer: c'est en cela que consiste le miracle du théâtre brechtien.

Eva Kouvandjjeva

SPORT LIBERTAIRE

Socrates au FC Sion

Après une défaite 4 à 0 du FC Sion, son président Christian Constantin limogeait l'entraîneur de l'équipe (le quatrième de la saison, tout de même). Au lieu de nommer un nouveau coach, Constantin décide de «placer devant leurs responsabilités» les joueurs du club et leurs demandant donc de faire sans.

On est somme toute assez loin de l'autogestion, mais il est piquant que le rappel à l'ordre soit immédiatement venu des journalistes. Ainsi à la RTS, gardienne de la morale sportive, la rédaction sportive a aussitôt disqualifié cette expérience autogestionnaire en affirmant qu'une équipe mal en point ne peut pas s'autogérer, qu'il n'y a aucune logique sportive, que ce n'est pas sérieux et que de toutes les façons, il y avait un

chef qui tirait quand même les ficelles.

L'autogestion serait-elle impossible dans le football? Au contraire. Il suffit de se rappeler l'expérience autogestionnaire vécue parmi le club des Corinthians de São Paulo entre 1981 et 1984, en pleine dictature militaire au Brésil. Le nouveau président du club, un sociologue, propose aux employés du club de participer pleinement aux décisions. Ainsi les décisions sportives font l'objet de débat et les renforts ainsi que l'entraîneur sont choisis par les

joueurs (parmi eux Socrates, Zé Maria). En 1983, le club gagne la finale du championnat pailliste et les joueurs se présentent sur le terrain avec leur fameuse banderole «Gagner ou perdre, mais toujours en démocratie». De quoi donner des idées.

Mathieu Gasparini



LIVRES

«La destruction du langage, c'est la fin de l'humanité»

Troisième nuit de Walpurgis, écrit par Karl Kraus en 1933, a été traduit et publié par les éditions Agone il y a quelques années. Ce livre féroce décrit avec lucidité l'installation du nazisme dans les esprits, et prouve que l'entier de la tragédie à venir était prévisible pour qui savait simplement lire la presse. À l'occasion de la parution d'une version scénique de ce texte, intitulée *Je n'ai aucune idée sur Hitler*, rencontre avec son maître d'œuvre, l'acteur et metteur en scène genevois José Lillo.

Pourquoi avoir choisi ce titre, «Je n'ai aucune idée sur Hitler»?

Le titre est symbolique: certain·e·s se sont arrêtés à cette première phrase du livre de Kraus, «je n'ai aucune idée sur Hitler», et n'ont pas lu du tout ce qu'il y était écrit. Kraus avait la réputation d'avoir toujours quelque chose à dire sur tout, on lui a donc reproché de n'avoir rien dit au moment de l'arrivée du nazisme. Cette réputation lui est restée jusque dans les années 1980, alors que c'était vraiment le fait de gens malhonnêtes, qui n'avaient clai-

rement pas lu le texte. Ce titre a donc été choisi par dérision face à cette réputation, mais aussi parce que le titre original du texte, «Troisième nuit de Walpurgis», est magnifique, mais n'évoque absolument rien pour le ou la lectrice·eur éventuel·le et ne renvoie pas du tout

au «Troisième Reich». C'était donc aussi un choix éditorial: au moins avec le nom de Hitler, c'est clair et on sait à quoi on a affaire.

Kraus insiste beaucoup dans ce texte sur la responsabilité des journalistes et des intellectuels dans la montée du nazisme.

Il s'aperçoit qu'il est l'un des seuls, outre les émigré·e·s de la première heure qui ont compris qu'ils n'avaient pas intérêt à rester, à prendre au sérieux ce qui est en train de se passer. On peut le voir encore aujourd'hui: parfois des mouvements fascistes, d'extrême droite, nous semblent ridicules, grotesques, et on ne les prend pas au sérieux. Kraus, à la différence de l'ensemble du milieu intellectuel, prend tout ça très au sérieux, il les prend à la lettre. Il trouve que les milieux intellectuels, avant-gardes censées nous dire ce qu'il en est, trahissent la position sociale qu'ils occupent en n'en usant pas pour faire leur travail. Si l'intellectuel, qui est là pour se pencher sur les choses et pour nous dire «là ça va, là ça va moins bien», etc., n'est pas en alerte, cela contribue à l'engourdissement général. Et cela révèle le milieu intellectuel comme celui d'imposteurs absolus, d'opportunistes qui sont seulement du côté de leurs intérêts, qui ne sont pas sérieux et n'ont pas la rigueur intellectuelle qu'ils prétendent avoir.

Une autre question centrale pour Kraus, c'est celle du langage et de son usage pervers qu'il observe en 1933.

C'est son angle d'attaque, bien avant 1933: quand il écrit ce texte, il a une soixantaine d'années, mais il est satiriste depuis l'âge de 20 ans. Sa porte d'entrée critique, c'est la langue: il fait des revues de presse et c'est par là qu'il exerce la satire.

Il passe au crible, il analyse exactement ce qui se dit, dans sa matérialité même: c'est par ce moyen-là qu'il arrive à juger de l'autre, de la pertinence ou de l'absurdité, du ridicule, de l'imposture, du mensonge.

Dans une analyse qui devance celle de Guy Debord, il constate que depuis que le journalisme va galopant, il y a un dépérissement de la langue. Les médias propagent une langue qui n'est pas de qualité, écrite par des gens qui n'ont pas le talent requis pour le faire dans la plupart des cas. Pour Kraus, c'est la fin de l'humanité, c'est une destruction: si l'être humain n'est pas en rapport avec le langage, s'il ne sait pas ce qu'il dit, s'il instrumentalise le langage, c'est la fin de tout.

Qu'a Kraus à nous dire sur le monde actuel ?

J'ai rencontré ce texte en 2005, quand il est paru, et il ne m'a plus quitté: je l'ai créé à la scène en 2007, puis repris très souvent, jusqu'à récemment encore. Sa vertu, c'est qu'il est très précis sur les événements de 1933, mais, comme je l'ai observé et chez moi et chez la ou le spectatrice·eur pendant les lectures, il renvoie aussi toujours à quelque chose qui se passe dans le monde actuellement. Bien que les situations soient différentes, il y a clairement des analogies. Kraus est très fort parce qu'il arrive à la fois à être précis et à parler de la chose en tant que telle, mais aussi à atteindre sa structure générale, ce qui permet ensuite de se mettre plus au clair avec certaines questions, et de soi-même un peu moins se laisser piéger par les événements.

Propos recueillis par Gabriel Sidler

À lire: Karl Kraus, *Je n'ai aucune idée sur Hitler*, Marseille, Agone, 2013.

KARL KRAUS
JE N'AI AUCUNE
IDÉE SUR HITLER

LIVRES

Mais que fait la police ?

Considérer les violences policières dans les banlieues françaises non comme des «bavures», ruptures accidentelles d'une normalité paisible, mais comme révélatrices du système rationnellement organisé de coercition étatique dont elles marqueraient la pointe extrême: c'est sur la base de cette hypothèse que Mathieu Rigouste examine la généalogie et les transformations actuelles de ce qu'il appelle *La domination policière*.

Conjuguant l'expérience vécue du jeune des dits «quartiers sensibles» (il a grandi à Gennevilliers, une banlieue ouvrière de Paris) à la rigueur académique du docteur en sociologie, l'auteur prend soin de se distancier de la «sociologie d'État» et de partir de la réalité vécue par les classes populaires, et en particulier par leurs fractions les plus marginalisées, issues de la colonisation et ségréguées en banlieue, que les discours politiques et médiatiques constituent en «nouveaux ennemis intérieurs».

Première démonstration, les techniques policières de contrôle et de répression des «mauvais pauvres» des banlieues sont largement inspirées des pratiques coloniales de la France en Algérie, à commencer par le modèle de contre-insurrection de la «Bataille d'Alger»: encerclement massif d'une zone (la *Casbah*) afin de la couper de l'extérieur, puis intervention ciblée à l'intérieur pour en extraire les «délinquants» (les chefs du FLN).

À cette généalogie coloniale et militaire s'ajoutent dès les années 1970 les effets du nouveau *management* néolibéral: la police doit désormais être plus «productive» et «rentable», quitte à délibérément provoquer des flagrants délits susceptibles de doper les chiffres (par exemple en abusant de l'artificiel et invérifiable délit de «cris et vociférations»). Parallèlement, un nouvel arsenal d'armes «non-létales» (*Flash-Ball*, Taser, etc.) est progressivement mis à sa disposition par des sociétés privées, et testé sur le terrain

par les policières-ers: les quartiers populaires deviennent ainsi à la fois le laboratoire et la vitrine de ce lucratif «savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre» que Michèle Alliot-Marie espérait vendre à Ben Ali début 2011...

Et en Suisse? Si la situation semble *a priori* assez différente, on aurait tort de se croire à l'abri de ce «socio-apartheid» à la française qui croit résoudre policièrement des problèmes sociaux. Nos lectrices-eurs ont certes peu de craintes à avoir face à la police; on ne peut malheureusement pas en dire autant des *dealers*

À lire : Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*, Paris, La Fabrique, 2012.



Gabriel Sidler

ANNIVERSAIRE

Les 500 ans du Prince

Il y a 500 ans, un secrétaire et diplomate, acteur politique dans l'un des temps et des lieux les plus troublés de l'histoire européenne, écrivait un aéro-lithe fulgurant qui a transpercé toutes les époques et dont l'encre, comme l'écrivait Jean Giono, semble encore fraîche aujourd'hui. En ces premiers mois de 1513 à Florence, en effet, Machiavel adressait *Il Principe* à Laurent de Médicis (pas le «Magnifique», mort vingt ans plus tôt, mais son petit-fils). L'histoire de ses commentaires l'a transformé en un fort méchant traité du cynisme, de la ruse et du «machiavélisme». Rien de plus faux pourtant, comme Rousseau l'avait bien reconnu, lui qui écrivait dans le *Contrat social* qu'«en feignant de donner des leçons aux Rois

il en a donné de grandes aux peuples».

Qu'on en juge donc! Dans l'essentiel chapitre 10 sur les «principats civils», Machiavel écrit par exemple qu'«en toute cité, on trouve ces deux humeurs différentes; et cela vient de ce que le peuple désire ne pas être commandé ni opprimé par les grands; et de ce que les grands désirent commander et opprimer le peuple». Un auteur qui déclare que le peuple n'aspire qu'à vivre libre serait donc le grand théoricien de la tyrannie? Un auteur qui écrit, trois siècles avant Marx (qui d'ailleurs lui en reconnaîtra le mérite) que l'histoire est toujours l'histoire de la lutte entre deux classes, animées comme on l'a vu de deux humeurs incompatibles, serait le meilleur allié des puissant-e-s?

Combien de siècles faudra-t-il encore pour faire reconnaître que Machiavel est l'un des plus grands penseurs de la démocratie, peut-être le plus grand?

Pour Machiavel, la politique est affaire de *virtuosité*, d'arrangement permanent entre des fins et des circonstances changeantes. Elle seule peut se jouer de la *fortuna*, des hasards et des événements toujours incertains. Dans *Le Prince*, il enjoint le monarque à faire preuve de virtuosité, mais dans son autre grand texte – les *Discours sur la première Décade de Tite-Live* – ce sont les citoyen-ne-s qui doivent être virtuoses pour préserver leur liberté. Écoutons-le et tâchons d'être nous aussi virtuoses, à notre manière et pour notre temps!

Antoine Chollet



Le nouveau visage du Valais

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

À vomir

On aurait retrouvé une queue de cheval dans la nouvelle composition du gouvernement valaisan..

Maillardisme

La grève est une libération. Toutefois les fonctionnaires vaudois-es iront directement en prison sans passer par la case «start».

Démocratie directe

Le PS et les Verts lancent une nouvelle initiative populaire: pour l'élection du Gouvernement par le Tribunal Fédéral.

Glace pilée

Une étude a démontré que le principal problème environnemental de cette manifestation sponsorisée étaient les spectatrices-teurs. Décidemment la gauche lausannoise aime les événements populaires.

Chavez

Comme il est mort depuis plus d'un an déjà, on ne pourra pas l'embaumer.

SALLE DES PAS PERDUS

Un clown arrive au Conseil d'État valaisan, RAS

Dans le cirque des élections valaisannes, Varone le clown blanc cleptomane s'est frotté à Oskar l'auguste bouffon identitaire. Le premier se pavanait de droiture dans son costume taillé sur mesure par la police valaisanne, déjà là il y avait des indices que sa crédibilité était en panne. Et le second se projetait Winkelried défenseur de la Nation du réduit identitaire sur les plateaux d'argent que les médias à foison lui ont offerts.

Au final, l'excentrique bête xénophobe a fini en tête quand le petit policier malhonnête a perdu lamentablement et le premier tour des élections, et la confiance de son camp.

Bref, rien à signaler si ce n'est que le discours bourgeois de la haine peut se réjouir d'une tribune de plus renforçant l'omniprésence médiatique de la division.

Et pendant ce temps là, la gauche tremble d'entrer dans la bataille. À quoi sert une gauche élue quand elle reste asservie aux chiens de garde du capital ? SS

SITE INTERNET

Votations du 3 mars

Nouveauté sur notre site internet: un article réagissant aux résultats des votations du 3 mars, présentant notamment une critique des acclamations de la gauche à l'acceptation de l'initiative Minder